

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/421**

29 janvier 2002

(02-0410)

**Comité des pratiques antidumping**

Original: anglais

## **PARAGRAPHE 7.4: EXAMENS ANNUELS DE L'ACCORD ANTIDUMPING**

### Document présenté par le Canada

La Conférence ministérielle de Doha a chargé le Comité des pratiques antidumping et son Groupe de travail de la mise en œuvre de traiter certaines questions et de faire rapport dans un délai de 12 mois (voir le paragraphe 7.4 du document WT/MIN/(01)/17).

*[La Conférence ministérielle] note que l'article 18.6 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 exige que le Comité des pratiques antidumping procède chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord en tenant compte de ses objectifs. Il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping d'élaborer des lignes directrices pour l'amélioration des examens annuels et de faire part de ses vues et recommandations au Conseil général pour décision ultérieure dans un délai de 12 mois.*

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Canada se félicite de la possibilité de faire le point du processus d'examen entrepris conformément à l'article 18.6 de l'Accord antidumping. Il estime que ce processus peut et doit être amélioré pour permettre un examen plus pertinent de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord.

Un domaine dans lequel le Canada pense qu'une amélioration est nécessaire est celui de l'établissement de rapports sur les mesures antidumping prises conformément aux dispositions de l'Accord, tant à l'usage des Membres qu'à celui du public. Par souci de transparence, le Canada estime qu'il est important que le Comité fournisse des rapports réguliers sur les mesures antidumping à toutes les parties intéressées.

À cet égard, le Canada note qu'au vu du communiqué de presse du Secrétariat du 27 novembre 2001, il existe à l'évidence une demande pour ce type de renseignements. Selon le Canada, ces renseignements devraient être fournis de manière régulière et diffusés conformément aux instructions du Comité.

### PROPOSITION DU CANADA

Le Canada propose que le Comité des pratiques antidumping examine les objectifs des rapports et examens réguliers et détermine quelles sont les statistiques appropriées pour parvenir à ces objectifs. Le Comité demanderait ensuite au Secrétariat de rassembler les statistiques pertinentes et de lui présenter un rapport. Dès qu'elles auraient été examinées et adoptées par le Comité, ces statistiques seraient alors publiées avec toutes les précisions que le Comité jugerait appropriées. Ces statistiques pourraient être publiées après les réunions ordinaires semestrielles du Comité, mais le

./.

niveau de détail pourrait varier, celles publiées en automne étant plus détaillées et incluses dans le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises.

Les statistiques appropriées pourraient comporter, mais pas exclusivement les éléments suivants:

- le nombre d'enquêtes ouvertes au cours de la période considérée la plus récente;
- le nombre de mesures définitives appliquées au cours de la période considérée la plus récente;
- le nombre de mesures abrogées au cours de la période considérée la plus récente;
- le nombre total de mesures en vigueur à la fin de la période considérée et les nombres comparables pour les deux périodes précédentes;
- une ventilation des pays affectés par des mesures antidumping;
- une ventilation des branches de production et des types de produits affectés par des mesures antidumping;
- les Membres qui ont indiqué avoir pris des mesures antidumping; et
- les Membres qui ont indiqué ne pas avoir pris de mesures antidumping.

Ces statistiques donneraient une idée globale des mesures antidumping prises au cours de la période considérée la plus récente et seraient assorties de renseignements permettant au lecteur de replacer les statistiques dans leur contexte. En donnant au Comité la possibilité de formuler les observations qu'il juge appropriées, on pourrait mettre en évidence des situations anormales et fournir des explications adéquates.

La transparence serait encore améliorée par l'élaboration d'une base de données contenant les renseignements recueillis par le biais des rapports semestriels des Membres sur les mesures antidumping disponibles sur le site Web de l'OMC.

---